

POINT DE VUE

1. Soudan, origine d'un conflit meurtrier

*Par Dr. Ahmat Yacoub Dabio
Chercheur, expert en gestion de conflit
Président du Centre d'études pour le
Développement et la prévention de l'extrémisme,
Président de Liberté Sans Frontière.*

Introduction : La situation au Soudan est effectivement très préoccupante y compris pour le Tchad. L'origine du conflit au Soudan remonte à 2019, lorsque des généraux ont pris le pouvoir en destituant le président Omar El-Béchir. Deux généraux rivaux se sont retrouvés à la tête du pays : le général Abdel Fattah Al-Burhan, dirigeant des Forces armées régulières, et le général Mohamed Hamdane Daglo dit Hemmetti, dirigeant des Forces de Soutien Rapide (FSR). Le refus de remettre le pouvoir aux civils et le désir de se maintenir au pouvoir à tout prix ont plongé le pays dans une lutte armée.

En deux années, le conflit soudanais a fait 32 444 morts dont 4850 personnes exécutées et 42 661 blessés, ainsi que 966 victimes de viols. L'on note la destruction, le pillage ou la mise hors service de 250 hôpitaux, 26 usines pharmaceutiques, 20 banques, 1002 mosquées et 51 églises, en plus d'attaques contre 18 missions diplomatiques, l'occupation et/ou la destruction de 450 à 1000 institutions civiles, l'ouverture des portes des prisons et la libération de 19 481 détenus, dont certains terroristes (Selon un rapport soudanais dévoilé le 12 septembre 2024).

Depuis le début du conflit armé en avril 2023, les affrontements entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR) ont causé des pertes en vies humaines et des déplacements massifs. Selon les dernières estimations, le conflit a fait 33 000 morts et a forcé environ 20 millions de personnes à fuir leurs foyers.

Les pays voisins, notamment l'Égypte, le Tchad et le Sud-Soudan, accueillent une grande partie des réfugiés soudanais, ce qui exerce une pression supplémentaire sur leurs ressources. Les rapports de l'ONU et des organisations des droits de l'Homme soulignent des graves violations des droits humains commises par les deux parties, y compris des exécutions sommaires¹ et des mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre. La communauté internationale continue d'appeler à un cessez-le-feu et à des négociations pour mettre fin à ce conflit dévastateur.



L'armée soudanaise a annoncé avec éclat une grande offensive le jeudi 26 septembre 2024 contre les positions des Forces de Soutien Rapide (FSR) à Khartoum. Certes, l'armée s'est emparée de Jebel Moya, de Wad Madani capitale de Aljazeera, de Sinar, de Jayli, de Obeid... et a grignoté du terrain à Kadaro, à Khartoum Bahri et les dix ponts relayant la capitale. Le contrôle des principaux ponts ont permis à l'armée de couper tout ravitaillement pour reprendre ce 21 mars, le Palais Présidentiel.

Après la reprise du contrôle de Jebel Maya, wad Madani, capitale de Aljazeera et la raffinerie de Jayli , l'armée soudanaise a annoncé avoir repris Um Ruwaba, une ville de l'État du Nord Kurdufan au Soudan, située à 147 kilomètres au sud-est d'El Obeid, à 184 kilomètres à l'ouest de Rabak et à environ 301

¹ Les Forces armées soudanaises (FAS) et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR), ainsi que leurs milices alliées, doivent prendre des mesures immédiates pour protéger les civils dans l'agglomération de Khartoum, a exhorté jeudi l'expert des droits humains pour le Soudan désigné par l'ONU, dans un contexte d'escalade de la violence et d'informations alarmantes faisant état d'exécutions sommaires. [Guerre au Soudan : l'horreur s'accroît alors que des rapports d'exécutions sommaires émergent | ONU Info \(un.org\)](#)

kilomètres de la capitale Khartoum. L'armée a aussi annoncé dans un communiqué avoir repris Kafouri et la mosquée Al-Radwan.

Après deux années de conflit, la milice FSR, qui contrôlait plus de 50 % du territoire soudanais, fait désormais face à une coalition militaire qui semble désormais entraver son avancée, surtout avec les derniers affrontements signalés vers Mado, wadi sandi, Awa, Malha, Bir Maza, Aldaba et à 30 km de Milite, à Koulbous, Jebel Om, Jebel Moun, et Sali-a, à 38 km de la ville soudanaise d'Ejeneina sous contrôle des FSR depuis le début du conflit. Pour mettre fin aux rumeurs sur sa mort ou son handicap, le général Hemetti, qui dirige la milice des Forces de Soutien Rapide (FSR), sort enfin de son silence. Hemetti a fait part du revers de ses forces face à la progression de l'armée soudanaise lors d'une intervention sur la



télévision arabe Al-Hadath. Néanmoins, il a affirmé qu'il reprendra le contrôle de toutes les positions perdues à Khartoum, Umdurmane ou ailleurs.

Au niveau du Darfour, chaque partie déclare avoir pris le contrôle de la ville. La 6e division d'infanterie de l'armée à El Fasher a déclaré qu'elle a repris le contrôle des positions perdues comme le site stratégique de Golo.

En deux années de conflit, les deux parties sont tenues pour responsables des atrocités commises contre les civils. Plusieurs images des atrocités circulent sur les réseaux sociaux et ont fait l'objet de condamnations par les organisations de défense des droits de l'Homme. La reprise

par l'armée de quelques positions stratégiques pourrait rééquilibrer les forces sur le terrain et convaincre les deux parties à aller vers des négociations pour mettre fin à ce conflit meurtrier qui a fait plus de 15 000 morts et a poussé plus de 20 millions de Soudanais à se déplacer.

Ce conflit a des origines profondes. Elles remontent à des tensions de longue date exacerbées par des luttes de pouvoir au sein des tendances politico-militaires, ainsi que la concurrence pour les ressources, notamment les mines d'or et le pétrole. Il existe également une autre raison essentielle liée à l'échec des gouvernements successifs au Soudan à réintégrer les soudanais, issus de l'immigration tchadienne, présents depuis plusieurs décennies. Il est essentiel de rappeler qu'entre les années 60 et 80, à cause des famines et des différents conflits politico-militaires au Tchad, deux grandes vagues de tchadiens ont émigré vers des pays voisins, notamment vers le Soudan, en raison de sa proximité et des liens socioculturels partagés par de nombreuses tribus vivant à cheval de la frontière commune de 1300 km. Fuyant la famine ou la guerre, ils sont perçus comme des individus de classe inférieure. Marginalisés et stigmatisés, ils n'ont jamais bénéficié des programmes de réintégration ou de réinsertion socio-éducative et professionnelle. Vivant dans une précarité administrative, ils sont forcés d'accepter les emplois les plus ingrats. Pour acquérir des documents légaux, ils doivent produire des témoignages confirmant leur naissance au Soudan et de parents soudanais. Ils doivent ainsi renoncer à leurs origines tchadiennes.

80 %² de la milice des FSR d'origine tchadienne. Ce n'est pas une honte d'avoir une importante communauté soudanaise d'origine tchadienne³. Rien de tabou ! Certes, ce sont les descendants de migrants forcés par la famine et les guerres successives au Tchad qui constituent la majorité des recrues des FSR du général Hemetti. Lui-même descendant de l'immigration forcée, il a gravi les échelons

² Alors que 40 % sont des Soudanais d'origine tchadienne, 30 % sont des Tchadiens venus du Tchad, souvent pour renforcer leur ethnie arabe, 6 % proviennent de la République centrafricaine et 4 % du Soudan du Sud, recrutés en échange de promesses de rémunération.

³ Dans les années 60, ma tante paternelle Djoumla Mahamat Yacoub Dabio a quitté son village au Tchad pour se réfugier au Soudan avec son mari, ses enfants et son bétail. Depuis lors, la famille réside dans le quartier Darelsalam à OmDurmane.

pour arriver jusqu'au rang de vice-président de la République. Intelligent, il devient populaire en raison de son franc parler et de son soutien au soulèvement de la jeunesse de 2019 contre le pouvoir de Omar El-Bechir.

J'ai eu l'opportunité de rencontrer le futur général Hemmetti, à N'Djamena en 2015. Il m'a confié qu'il était en visite sur invitation du président Idriss Déby et qu'il avait refusé son offre de s'opposer militairement au régime du président Omar Elbéchir. J'étais surpris qu'il partage avec moi cette information confidentielle, d'autant plus que notre rencontre était fortuite, chez un de ses cousins au quartier des Pattes d'Oie.

Il a réussi à amasser une fortune considérable grâce aux mines d'or⁴ dont il contrôlait une partie. Environ trente tonnes d'or par an sont vendues entre les pays du Golfe et la Russie. L'envoi au Yémen des contingents militaires appartenant à sa milice lui a valu le respect de la coalition des pays du Golfe. A deux doigts de prendre le pouvoir en cas d'élections démocratiques, le chef de la milice a préféré user de la force pour précipiter son destin. « *La révolution des marginalisés victime de l'État de 1956* » était convainquant pour les fils d'immigrés qui n'ont pas hésité de prêter allégeance aux FSR. À certains États occidentaux et arabes, allergiques à l'islamisme, il a convaincu que « *l'armée soudanaise est infiltrée d'islamistes* »⁵. Comptant sur des slogans stratégiques percutants pour les uns et les autres, le général Hemmetti a réussi à prendre l'armée par surprise le 15 avril 2023. En quelques mois, il a mis l'armée nationale à genoux, en la délogeant de plusieurs sites stratégiques comme l'aéroport international, le Palais Présidentiel, le siège de la Radio et Télévision, la banque centrale, les ministères de la Défense et de l'Intérieur, puis en encerclant le haut commandement de l'armée. Les FSR ont mis l'armée en difficulté⁶. Mais, force est de reconnaître qu'aucun programme d'administrer le pays n'a été prévu pour convaincre la population soudanaise, surprise par la brutalité et l'occupation de leurs logements.

L'erreur de l'armée. La tergiversation des généraux dans la remise du pouvoir aux civils a été l'une des principales erreurs. L'absence d'une armée de terre a été la deuxième erreur commise. Dans le but de mourir pour le compte de l'armée, Moussa Hilal et Hemmetti ont sous-traité ce service. En résumé, afin de conserver le pouvoir, les généraux ont misé sur la force des *marginalisés* pour éliminer toute rébellion. La troisième erreur grave est de les qualifier des mercenaires et des étrangers - dès le début du conflit en avril 2023 - alors que ce sont des marginalisés exploités dans des sales besognes pour le compte des généraux au pouvoir.

L'armée, par son refus de transmettre le pouvoir aux civils, d'ouvrir des pourparlers avec ses ennemis, de reconnaître la *soudanisation* de ses citoyens d'origine tchadienne, elle s'est enfermée dans une logique stérile sans issue. Elle criait haut et fort que les combattants des FSR sont des mercenaires, des arabes venus de nulle part « *arabes alchatat* » pour mener une guerre contre les soudanais de souche. Lors de sa rencontre, jeudi 3 octobre 2024, avec une délégation du Conseil africain de paix et de sécurité, dirigée par l'ambassadeur Mohamed Gad, le président Abdel Fattah al-Burhan, a déclaré que le Soudan était occupé par des milices avec la participation de mercenaires étrangers et l'aide de pays connus de tous. Il a expliqué que la vulnérabilité du Soudan représente une nouvelle colonisation et que le mépris de l'Union africaine pour la crise au Soudan résultait de son ignorance de la réalité de la crise.

Bien que l'effectif des FSR se compose à 80% des soudanais de souche tchadienne, dont plus de 30% venus du Tchad et de la Centrafrique, après le déclenchement du conflit, pour prêter main forte à *leurs frères de sang*, les 50 % sont légalement soudanais d'origine tchadienne selon le droit international. Il

⁴ Sur une production de 90 tonnes par an, le chef des FSR s'empare de 30 tonnes

⁵ « *L'armée est infiltrée des islamistes* », une amie ambassadrice européenne m'a fait entendre la même phrase.

⁶ En moins de deux semaines, entre le 20 juin et 5 juillet 2024, les FSR, dans une grande offensive, ont pris le contrôle des plusieurs villes dont Sinja, capitale de l'Etat de Sennar. Toutes les villes et garnisons militaires sur l'axe du sud-est du pays (Foula, Jebel Maya, Meriam..) menant à la frontière du Sud Soudan sont tombées.

convient de rappeler que dans le camp des forces coalisées⁷ alliées de l'armée soudanaise, il y a également des combattants soudanais issus de l'immigration et sans surprise de tchadiens ayant traversé la frontière, venus prêter main-forte à leurs frères de sang. Parmi eux, se trouvent de soldats tchadiens.

Il n'est pas exclu que cette guerre perdurera en dehors des grandes villes et pour longtemps si le régime militaire soudanais continue non seulement à nier cette réalité et pense mettre en œuvre des lois pour déchoir de leur nationalité soudanaise tous les descendants d'immigrés étrangers présents dans le pays depuis plus de 70 ans. La guerre ne produira que des perdants, et la reconnaissance de ces combattants des FSR d'origine tchadienne comme des soudanais pourrait être une étape cruciale pour résoudre le conflit sur la base des valeurs humaines. Imaginons que Trump déclare que les Afro-Américains, descendants d'esclaves, ne sont pas américains et doivent retourner dans leur pays d'origine.

Les interférences étrangères. Depuis le début du conflit en avril 2023, des mercenaires de Wagner⁸ ont fourni des armes aux Forces de Soutien Rapide, d'après un rapport du Daily Telegraph. Plusieurs pays voisins comme la Libye, la Centrafrique et le Tchad⁹ ont été cités comme points de transit pour des transferts d'armes. Des avions non identifiés¹⁰ transportant du matériel de guerre ont été signalés dans la capitale centrafricaine et dans la bourgade tchadienne de Amdjarass. De Bangui, Wagner s'occupe de l'acheminement de la cargaison à Birao, avant de la transférer aux Forces de Soutien Rapide.

Les opérations de transfert d'armes¹¹ se sont poursuivies jusqu'en février 2024, puis elles ont diminué¹² à la suite de l'éloignement de Moscou des Forces de Soutien Rapide au profit des forces armées soudanaises, à en croire des experts, des diplomates et des législateurs américains. Après la tentative de coup d'État de Yevgeny Bregogin contre Vladimir Poutine et la rebaptisation de Wagner en "*Légion d'Afrique*", le transit d'armes aurait ralenti en Centrafrique¹³, notamment via Am Dafog¹⁴ au Sud-Darfour. Ce n'est pas ce que pensent les Soudanais. Selon M. Bichara Moustapha, le conseiller du président du MJE, « *des dizaines d'avions ont décollé de l'aéroport de la capitale tchadienne vers les villes soudanaises, chargés de plusieurs matériels, armes et munition (...) la rotation s'est accrue surtout après la visite de Abou Dabi en octobre 2024 du président tchadien* ».

Les accusations des autorités soudanaises contre les Émirats arabes unis concernant le soutien aux Forces de Soutien Rapide (FSR) montrent les tensions régionales et les alliances fluctuantes. Fatiguées de l'ambiguïté entretenue par le monde occidental qui s'abstient de condamner les Emirats arabes unis¹⁵ et désireuses de s'équiper¹⁶ en armes et munitions, les autorités soudanaises ont initié un

⁷ Les sept mouvement politico-militaires signataires de l'accord de paix de Juba.

⁸ Abdu Boda, porte-parole de l'Alliance nationale pour le changement, a déclaré que son groupe avait intercepté deux cargaisons d'armes, la dernière en avril, et avait arrêté 4 mercenaires russes, dont deux étaient morts.

⁹ Le Tchad, accusé par le Soudan de soutenir la milice des FSR, a déployé une unité de la GNNT à Kari-Yari, située à cinq kilomètres de la frontière soudanaise. Cette opération, réalisée fin août 2024, était sous le commandement du général Abakar Choua, chef de la GNNT.

¹⁰ Des sources locales ont déclaré que des avions soupçonnés d'être émiratis sont arrivés la nuit à Bangui.

¹¹ Selon un rapport de l'Amnesty International, des armes et des munitions de pays tels que la Chine, les Émirats arabes unis, la Russie, la Serbie, la Turquie et le Yémen étaient importées en grande quantité au Soudan, puis, dans certains cas, détournées vers le Darfour.

¹² Dès son retour à N'Djamena mi-octobre 2024, le soutien militaire s'est accru. Des dizaines d'avions ont décollé de l'aéroport de la capitale tchadienne vers les villes soudanaises, chargés de plusieurs marches, armes et munitions, selon Bichara le conseiller du président du MJE.

¹³ Abdu Boda, porte-parole de l'Alliance nationale pour le changement (un mouvement rebelle centrafricain), a déclaré que son mouvement avait intercepté deux cargaisons d'armes, en avril 2024, et avait arrêté des mercenaires russes, dont deux étaient morts et deux autres étaient encore vivants.

¹⁴ Amdafog est un triangle géographique entre le Soudan, la RCA et le Tchad, où se trouvent plusieurs bases des différents mouvements rebelles des trois pays.

¹⁵ Dans un rapport publié par le journal britannique The Daily Telegraph « les EAU avaient utilisé des mercenaires de Wagner pour protéger les cargaisons d'armes en route vers les forces d'appui rapide du Soudan ».

¹⁶ Les soldats soudanais, mal équipés et désorganisés, se retrouvent dépassés par la puissance de feu de la milice et sont contraints de battre en retraite. Le contingent du dernier bastion de la ville de Meriam a traversé plus de 50 kilomètres pour se rendre avec armes et bagages à l'armée du Sud Soudan.

rapprochement diplomatique avec la Russie et l'Iran. Mais, redoutant l'hostilité américaine, la junte militaire a offert à la Russie l'installation d'un centre de support naval en échange d'une base militaire navale. Cette entente pour une coopération militaire réduite a conduit, le 13 septembre 2024, à la signature d'un accord sur la culture¹⁷.

Les conséquences du conflit au Tchad.

Accusé par le Soudan de soutenir les Forces de Soutien Rapide du général Hemmetti, le Tchad subit les répercussions directes et indirectes de ce conflit armé. Premièrement, cela se manifeste par l'accueil d'environ deux millions de réfugiés soudanais sur son territoire, et deuxièmement, par l'implication des tribus arabes et Zaghawa dans les affrontements au Soudan. Grands guerriers, les deux communautés occupent des positions clés au sein de l'armée, de l'administration et de l'économie tchadiennes. Le conflit soudanais risque de perturber la coexistence pacifique entre les deux groupes et rompre leur coopération dans la gestion du pays qui visait à renforcer la stabilité. Elles se sentent désormais impliquées dans le conflit soudanais et interviennent pour apporter leur soutien aux « frères de sang ». Certains prisonniers de guerre de chaque côté ont été identifiés comme des tchadiens venus pour apporter leur soutien aux leurs. « *Je ne suis pas sûr que vous soyez en sécurité alors qu'il y a une guerre au Soudan et inévitablement, la guerre va se déplacer au cœur du Tchad, à moins que cesse votre soutien aux mercenaires* », a ainsi envoyé M. Bichara Moustapha le conseiller du président du MJE, un message au président tchadien. M. Bichara Moustapha a accusé le président tchadien de chercher à corrompre les dirigeants et les chefs tribaux soudanais sous le couvert de la réconciliation, soulignant que toute discussion sur une possible réconciliation doit passer par les canaux officiels du gouvernement soudanais. Bichara a affirmé qu'ils ont fait tout leur possible pour persuader les dirigeants tchadiens de cesser de soutenir les FSR, mais sans succès. « *Nous avons des preuves et des informations sur les équipements militaires en provenance du Tchad, qu'il s'agisse d'armes, de munitions, de matériaux pétroliers ou de fournitures* », a souligné le conseiller du MJE.

Cette dynamique aurait pu être évitée si le Tchad avait opté pour un statut de médiateur afin de concilier les perspectives des parties en conflit. Mais, les réactions de ceux qui, par le passé, n'ont pas apprécié le soutien du Soudan dans le renversement du président Hissène Habré au profit d'Idriss Déby Itno, en 1990, n'augurent pas des relations stables entre les deux pays. Certains partisans de l'ancien président Habré estiment que le soutien du régime tchadien à la milice des FSR contre l'armée soudanaise n'a rien d'étonnant, puisque le Soudan est à l'origine de l'instabilité du Tchad. Or, il convient de rappeler que cette stratégie de soutenir un conflit a déjà été essayée par le maréchal Idriss Déby ; Encouragé par l'occident, ce dernier avait soutenu sa tribu de l'autre côté de la frontière entre 2003 à 2010. Mais lorsqu'il s'est rendu compte que cette stratégie n'a pas l'air de réussir, il a choisi en 2010 de renvoyer la MINURCAT ex EUFOR¹⁸, de prôner la paix et de choisir le statut de médiateur. Aux dernières nouvelles, il semble qu'un sommet réunissant les présidents soudanais et tchadien serait organisé par la Turquie ou l'Égypte¹⁹. Une source de haut rang au sein du Conseil de souveraineté soudanais a déclaré que le président tchadien avait envoyé, début mars, des émissaires au Soudan, pour négocier l'amélioration des relations bilatérales, le rétablissement de la confiance entre Khartoum et N'Djamena, et l'organisation d'un sommet entre Burhan et Deby. À en croire la même source, le président Al-Burhan a exigé, pour toute rencontre avec le président tchadien, le démantèlement de la base militaire d'Am Jaraz et la fermeture des frontières tchadiennes aux opérations logistiques des Forces de soutien rapide

¹⁷ La partie soudanaise a été représentée par le ministre de la Culture et de l'information, Graham Abdulkader, et la partie russe, par le ministre de la Culture de la République fédérale de Russie, Oleka Lubimova. L'accord prévoyait la coopération dans les domaines des expositions et conférences, des activités muséales, de la musique, du théâtre et du folklore, l'échange d'experts dans le domaine de la restauration et de la protection des monuments et la promotion archéologique.

¹⁸ Le 15 mars 2009, la mission EUFOR de l'UE a passé le relais à la MINURCAT. L'objectif principal de cette force est la sécurisation des camps de réfugiés dans les deux pays, la frontière entre la province soudanaise du Darfour et le Tchad et la RCA, le personnel et l'infrastructure de l'ONU. Source : EUFOR Tchad/RCA — Wikipédia (wikipedia.org)

¹⁹ Un sommet Alburhane - Deby sous l'égide de la Turquie (www.centrerecherche.com)

(FSR). L'initiative tchadienne pourrait relancer des négociations sensibles et apaiser les tensions liées aux conséquences du conflit soudanais.

Le président tchadien commence à s'inquiéter du séjour au Soudan du général Ousmane Dillo Djerou Betchi, frère du leader du PSF, Yaya Dillo, assassiné à N'Djamena le 28 février 2024. Pourtant, Ousman n'a pas arrêté de dire qu'il se trouve au Darfour pour défendre son ethnie. Au cours des dernières semaines, de nouveaux membres de l'armée auraient fait défection pour rejoindre la rébellion, connue sous le nom de *Mouvement démocratique pour la sauvegarde du Tchad* (MDST).

Conclusion. L'armée soudanaise et les Forces de Soutien Rapide doivent réaliser qu'il n'y aura aucun gagnant dans cette guerre. Il appartient à la communauté internationale d'éviter la régionalisation de ce conflit, de convenir d'une stratégie pour persuader les belligérants de discuter des moyens de mettre fin à la violence et de sauver des vies. Le Tchad doit clarifier sa position, qui est de ne pas soutenir l'une ou l'autre partie, mais plutôt de choisir le statut de médiateur afin de collaborer avec la communauté internationale pour un cessez-le-feu immédiat et la négociation d'un accord de paix. Il doit aussi élaborer une stratégie de communication pour convaincre ses concitoyens d'éviter de s'impliquer dans ce conflit soudanais qui n'est pas le leur, mais plutôt de contribuer à la paix. Tous les belligérants armés au Soudan doivent s'engager à céder le pouvoir aux civils après une courte période de transition, suivie de l'organisation d'élections libres et transparentes. En d'autres termes, qu'il soit, au Tchad ou au Soudan, il n'y a aucune possibilité de paix et de stabilité sans épouser la démocratie et le transfert du pouvoir aux civils.

Extrait de la revue scientifique du CEDPE-Mars 2025